

## **L'alimentation de tous doit être biologique :**

### **Soutien au développement des filières d'agriculture bio à partir des régions.**

Les analyses savantes d'économistes sur la crise que traverse la bio, la réduisant à une niche de marché, relèvent d'une pensée qui considère que les lois du marché surdéterminent tout le reste, et cela même quand leur application hégémonique entraîne la dépendance envers des régimes hostiles, quand des pénuries conduisent à des famines, ou encore à la destruction des écosystèmes, constituant ainsi une menace pour l'avenir de l'humanité. C'est une pensée hors sol, et désormais dangereuse.

C'est cette même pensée de courte vue qui conduisait, il n'y a pas si longtemps, l'ancien ministre de l'agriculture, Stéphane Travers, à supprimer les aides de la PAC à l'agriculture biologique au prétexte que son marché était en croissance : raison pour laquelle aujourd'hui des agriculteurs qui ont fait le choix de la conversion en bio font face à des difficultés économiques. « En même temps », cette soumission de la décision politique au tout-marché conduit, sans peur de la contradiction insensée, à subventionner des fermes usines, des méga-bassines, des méthaniseurs, à favoriser la concentration des exploitations tout en cherchant des solutions pour redynamiser la vie rurale, à dépenser sans compter de l'argent public pour ramasser des algues vertes sur les rives, pour dépolluer l'eau, pour soigner les personnes rendues malade de manger et produire ce qu'il ne convient plus d'appeler des aliments, en bref, à tenir à bout de bras un modèle dans la triple impasse économique, écologique et sociale.

L'invocation du marché, c'est l'argument fataliste, celui de la résignation. S'il avait fallu que les acteurs de la filière bio attendent que le marché soit prêt pour s'engager, il n'y aurait pas de marché de la bio ! C'est d'abord parce que la bio porte un projet de société que ce marché s'est créé (et non l'inverse !), grâce à des acteurs qui ont pris des risques professionnels et financiers pour garder une cohérence professionnelle.

Mais nul n'est dupe, l'invocation du marché, c'est aussi l'argument cynique, la ritournelle – qui accompagne les appétits féroces de

l'agro-business, pour désosser la filière bio à coups de contrats d'intégration.

La qualité de l'agriculture biologique est certaine ; elle doit encore évoluer, et rehausser son niveau d'ambition afin de pouvoir rendre toutes les agricultures biologiques. Rehausser son niveau d'ambition pour que les producteurs bio n'aient plus à payer pour la mise en marché de leur production, pour que la biologie soit la règle dans toutes les pratiques agricoles, et que l'usage de pesticides et d'herbicides soit interdit par la loi. Rehausser son niveau d'ambition pour que les consommateurs n'aient pas à endosser sur leurs seules épaules le manque de responsabilité politique. Rehausser le niveau d'ambition en refusant qu'un Français sur dix soit contraint à l'aide alimentaire, en exigeant une meilleure répartition des richesses. Redisons-le : la « démocratisation de la bio » vantée par la Grande Distribution en ubérisant l'ensemble du monde du travail est une escroquerie. Et on ne peut que déplorer que, depuis des années, les gouvernements successifs, en lien avec l'agro-business, aient dénigré systématiquement la certification AB en la mettant en concurrence avec d'autres labels bien moins engageants (agriculture raisonnée, HVE).

Rehausser le niveau d'ambition bio, c'est travailler avec le vivant, renforcer d'un côté la compréhension biologique des espèces animales et végétales, leurs interactions ; c'est combattre de l'autre les politiques agro-alimentaires d'artificialisation du vivant par des OGM (anciens ou nouveaux).

Ne pas soutenir dès maintenant la filière bio, c'est annuler des années de politiques locales qui ont accompagné les conversions en bio, c'est abandonner l'idée même de transition pourtant vitale.

Après la canicule vécue cet été, face à l'urgence climatique, le développement des filières bio reste plus que jamais un impératif écologique, sanitaire et géopolitique de premier plan. En effet, cela permettrait de ne pas dépendre de l'importation, ni de faire de l'alimentation une arme pour asservir un peuple.

Or les engagements politiques nationaux sur la bio ne sont pas effectifs. A titre d'exemple, en 2009 lors du Grenelle de l'environnement, l'engagement était d'atteindre 20 % de produits bio en restauration collective en 2022, engagement rappelé dans la loi EGAlim en 2018... Aujourd'hui, c'est à peine 6 % !

Rappelons que la bio, c'est d'abord et avant tout un projet de société qui doit être soutenu par des politiques publiques à l'échelle des territoires. Par des élus qui ne doivent pas oublier que leur fonction est d'abord de servir la population. Par des élus dont la charge est d'accompagner la structuration de rapport de force afin de ne pas laisser les agriculteurs, les militants écologistes, les consommateurs, les syndicalistes, les transformateurs et les détaillants assumer seuls leur responsabilité, à se confronter seuls à la répression du gouvernement ou encore à s'entredéchirer. Ce projet de société se construit donc sur la base de rapports de force et de dialogue, cela doit conduire à des politiques publiques qui mobilisent les investissements massifs pour reterritorialiser les filières alimentaires à partir des régions.

Redisons la nécessité de :

- l'aide aux agriculteurs biologiques et à la conversion
  - l'interdiction des pesticides,
  - une politique foncière, encourageant l'installation en bio plutôt que l'agrandissement
  - la mise en place, à l'échelon des régions, d'une sécurité sociale de l'alimentation
  - la construction d'un système de distribution alimentaire résilient et efficace, basé sur la coopération entre acteurs régionaux plutôt que sur l'intégration.
- Nos adversaires sont organisés et solidaires, à nous de l'être, luttés et initiatives doivent travailler de concert.

**Premiers signataires :**

**Organisations :**

Minga, Nature & Progrès, Bassines Non Merci , Le collectif Bretagne contre les fermes-usines, La confédération paysanne du Finistère, L'Alliance des Cuisinier-e-s, Université des sciences et des pratiques gastronomiques, Halte aux Marées Vertes, Pisseurs.sseuses Involontaires de Glyphosate BZH, Les faucheuses et faucheurs Volontaires d'OGM de Bretagne, Normandie Équitable (collectif de 60 producteurs, commerçants, artisans et entreprises engagées en Normandie).

**Entreprises :**

Azade l'épicier grossiste bio et solidaire du Nord de la France, la pépinière des fruits des fleurs (le Saint), Scic les 7 épis Biocoop (pays de Lorient), les Racines de Ciel -ligne de vêtements écologiques- (Quimper), Scic « Graines de Liberté - Hadoù ar Frankiz » (Quimper), SolAlter Importation et distribution de produits biologiques d'Équateur (Saint-Privat 07), la SCOP Aux Ateliers De La Liberté - l'Oie gourmande biscuiterie (Saint-Girons), la Scop La Falue Boulangerie (Caen), Scop Soleimiel - gamme de produit a base de miel (Port Sainte Marie), SCOP La clef des champs Biocoop (Landerneau), la société coopérative BIOCOOP nationale, SCOP Le Courtil Bio Biocoop (Lamballe), Terra Libra - Importateur et grossiste biologique engagé pour l'agriculture paysanne et des échanges équitables (Betton), Scop La Belz'Saison Biocoop (Belz), Youpi au Théâtre, restaurant (Gennevilliers), BOURGEONS - cultures végétales (Plouhinec 29), ID BIO importateur commerce équitable (Baixas), BaraTi'Pain, boulangerie (Baratier), MEUH COLA - LiMeuhnaderie artisanale de Normandie, La Cambuse « Chez Carlotta » - restaurant (Dieppe), La Cantine de Babel - traiteur (Cherbourg-en-Cotentin), Fourchette et bicyclette - traiteur (Saint-Nazaire), Comptoir du théâtre - Cuisinier indépendant (Quimper), Anatole - restaurateurs en transition (Bordeaux), Le Magasin Général - restaurant, (Bordeaux), La Belle Saison - restaurant (Bordeaux), Les chantiers de la Garonne - restaurant (Bordeaux), L'école La source - école de cuisine (Bordeaux - Pantin), Myrtille & Olive - épicerie bio de quartier (Nantes), Biogolfe - Biocoop (Vannes), EURL Popotes et Partages (Villeneuve-d'Ornon), La découverte (VAL-DU-FABY), la SCIC gens de la fontaine, location d'espaces d'activité, (Rostrenen), la SCOP "CARTE BLANCHE" cantine artisanale en circuits courts à Chaucenne (25), SARL Le Pain De La Semaine - L'Atelier de Boulangerie de Restalgon (Le Faouët), SARL La Moulinette - café, restaurant, bar et lieu culturel (Lille)